



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 34 du 13 août 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 août 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	882
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	882
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	882
Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-249 en date du 28 juillet 2010 portant approbation des statuts de la Caisse de mutualité sociale agricole de Lorraine.....	882
Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-282 en date du 9 août 2010 portant approbation des statuts du centre informatique de la mutualité agricole de l'Est (CIMA-EST).....	882
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	882
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	882
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	882
Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2010 portant règlement du budget primitif principal et du budget annexe « maîtrise des déchets » 2010 de la communauté de communes du Saintois.....	882
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	883
Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Vosges/Meurthe-et-Moselle) n° 862/2010 en date du 2 juillet 2010 portant modification des statuts du Syndicat Scolaire de la Haute Vallée de la Plaine.....	883
Extrait de l'arrêté du 12 août 2010 transformant le syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de Chantonnelle en syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) dénommé "Syndicat scolaire de Chantonnelle" et modifiant les statuts en conséquence.....	884
Bureau des procédures environnementales.....	886
Extrait de l'arrêté n° 54-2010 du 29 juillet 2010 autorisant, au titre du code de l'environnement, la communauté de communes Moselle et Madon à réaliser l'aménagement et la viabilisation du parc d'industries Moselle rive gauche sur le territoire des communes de MERVILLE, MESSEIN et NEUVES-MAISONS.....	886
Extrait de l'arrêté n° 54-2010-00015 du 2 août 2010 portant autorisation, au titre de l'article L. 214-3, et déclaration d'intérêt général, au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, concernant le programme de renaturation de l'Amezule haute et ses affluents sur les communes de ERBEVILLER-SUR-AMEZULE, MAZERULLES, CHAMPENOUX, AMANCE, VELAINES-SOUS-AMANCE, LANEUVELOTTE et LAITRE-SOUS-AMANCE.....	888
Extrait de l'arrêté n° 54-2010-00026 du 4 août 2010 régularisant et portant autorisation, au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, concernant l'exploitation de plans d'eau au lieu-dit la Soie sur la commune de SAINT-SAUVEUR	891
Extrait de l'arrêté du 4 août 2010 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le forage Behais, sur et par la commune d'AZERAILLES ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	892
Extrait de l'arrêté du 10 août 2010 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées en vue de réaliser des levés topographiques dans le cadre du projet européen « FLOW MS » pour l'amélioration des crues et des étiages dans les bassins versants de la Moselle et de la Sarre.....	894
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	896
Bureau de l'interministérielle.....	896
Arrêté n° 10.OSD.08 du 13 août 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, responsable du pôle pilotage et ressources de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle	896
Bureau des ressources humaines et de l'action sociale	897
Extrait de l'arrêté du 3 juillet 2010 portant réquisition éventuelle de certains fonctionnaires en période de grève.....	897
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	897
Extrait de l'arrêté du 2 août 2010 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de LONGWY - année 2011 -	897
Extrait de l'arrêté du 6 août 2010 autorisant l'adhésion de la commune de VILLETTE au S.I.S.C.O.D.E.L.B.	898
SERVICES DECENTRALES DE L'ETAT	898
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	898
Division d'exploitation de Metz.....	898
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-070 en date du 9 août 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparation d'urgence du joint de l'OA N52 280 sur la RN52 du PR 19+950 au PR 23+500.....	898
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	899
Département des établissements de santé	899
Extrait de l'arrêté n° 6 en date du 9 août 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN.....	899
Extrait de l'arrêté n° 13 en date du 2 août 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).....	900
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	900
CABINET DE LA DIRECTION GENERALE.....	900
Extrait de l'arrêté n° 2010-01 du directeur général de l'A.R.S. de Lorraine en date du 1 ^{er} avril 2010 portant organisation de l'agence régionale de santé de Lorraine.....	900
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	902
Extrait de la décision du 6 août 2010 - Agrément d'API EVOLUTION à NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	902
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	902
Trésorerie de Toul Collectivités – En date du 1 ^{er} avril 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur.....	902
SIP délégations de signature - Modèle n° 6 - Agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement - Délégation du responsable du SIP de Nancy Nord-Ouest en date du 1 ^{er} juillet 2010	903
SIP de Nancy Nord-Ouest – En date du 12 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Isabelle WIRBEL, Inspectrice	903
Service des Impôts des Particuliers de Toul – En date du 15 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Colette AMBERT, Contrôleur Principal	903
Service des Impôts des Particuliers de Toul – En date du 15 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Martine CAVALLASCA, Inspectrice	904
Service des Impôts des Particuliers de Toul – En date du 15 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Patrice FOUQUET, Contrôleur Principal.....	904
Service des Impôts des Particuliers de Toul – En date du 15 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal.....	904
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	905
Service aménagement durable, urbanisme et risques	905
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	905
Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de PONT-A-MOUSSON	905
Extrait de l'arrêté du 13 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de LIVERDUN	906
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de FROUARD	906
Extrait de l'arrêté de cessibilité n° 04 DDT 10 ADUR/AJ du 3 août 2010 - Commune de JEZAINVILLE - Aménagement des rues de Dieulouard, Toul et Verzelle.....	906
Service habitat	907
Extrait de l'arrêté HAB 2010/12 du 30 juillet 2010 modifiant la liste des membres de la commission consultative départementale des gens du voyage.....	907

AVIS ET COMMUNICATIONS	907
AUTRES SERVICES	907
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE	907
Avis de concours sur titres pour le recrutement de préparateurs en pharmacie hospitalière du 21 juillet 2010.....	907
Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé, filière infirmière, du 11 août 2010.....	907
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé, filière infirmière, du 11 août 2010	908
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé, filière médico-technique, du 11 août 2010	908
Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé, filière rééducation, du 11 août 2010.....	908
ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE	909
Avis de recrutement sans concours de 2 agents d'entretien qualifiés - service cuisine - du 2 août 2010.....	909

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-249 en date du 28 juillet 2010 portant approbation des statuts de la Caisse de mutualité sociale agricole de Lorraine

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1er : Les statuts de la Caisse de mutualité sociale agricole de Lorraine adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mars 2010, sont approuvés.

Article 2 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie conforme de cet arrêté sera adressée, pour information, à M. le Directeur régional de l'agriculture et de l'alimentation de Lorraine et à M. le Président de la mutualité sociale agricole de Lorraine.

Metz, le 28 juillet 2010

Le préfet de la Région Lorraine,
Pour le préfet de la Région Lorraine,
Le secrétaire général pour les affaires régionales,
Chantal CASTELNOT

Extrait de l'arrêté SGAR n° 2010-282 en date du 9 août 2010 portant approbation des statuts du centre informatique de la mutualité agricole de l'Est (CIMA-EST)

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1er : Les statuts du centre informatique de la mutualité agricole de l'Est, adoptés par l'assemblée générale extraordinaire, sont approuvés.

Article 2 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales de la région de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle (Département du siège social de l'organisme). Une copie conforme de cet arrêté sera adressée, pour information, à M. le Directeur régional de l'agriculture et de l'alimentation de Lorraine et à M. le Président du centre informatique de la mutualité agricole de l'Est.

Metz, le 9 août 2010

Le préfet de la Région Lorraine,
Pour le préfet de la Région Lorraine,
Le secrétaire général pour les affaires régionales,
Chantal CASTELNOT

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales*

Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2010 portant règlement du budget primitif principal et du budget annexe « maîtrise des déchets » 2010 de la communauté de communes du Saintois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'au budget principal, seuls les restes à réaliser et le résultat de clôture 2009 de la section d'investissement (excédent de 91 445 €) ont été reportés, à l'exception du résultat de clôture de la section de fonctionnement (excédent de 136 189,42 €) ;

Considérant que cet excédent de fonctionnement doit être affecté en priorité au compte 1068 pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement s'élevant à 152 285 €, correspondant au résultat de clôture d'investissement 2009 (excédent de 91 445 €) corrigé du solde des restes à réaliser (- 243 730 €) ;

Considérant que ces modifications doivent être apportées au budget principal conformément aux dispositions des articles L. 2311-5 et R. 2311-11 et R. 2311-12 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de s'écarter de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

Considérant, en ce qui concerne le budget primitif « maîtrise des déchets », qu'il y a lieu de reprendre les propositions du projet de budget présenté au conseil communautaire, conformément à l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;

Considérant qu'il résulte d'une erreur matérielle dans ledit avis que la section de fonctionnement est arrêtée en dépenses et en recettes à 1 436 112 € (au lieu de 1 436 061,38 €) et la section d'investissement à 18 486 € (au lieu de 14 486 €) ;

ARRETE

Article 1er – Le budget primitif du budget principal de la communauté de communes du Saintois est arrêté :

- pour la section de fonctionnement, à la somme de 1 107 419 € en dépenses et en recettes ;
- pour la section d'investissement, à la somme de 305 413 € en dépenses et 441 602 € en recettes.

Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement					
Dépenses	MN	Total	Recettes	MN	Total
ch. 011 charges à caractère général	190 100	190 100	ch. 013 atténuation de charges		
ch. 012 charges de personnel	123 450	123 450	c/70 produits des services		
ch. 014 atténuation de produits			c/73 impôts et taxes	428 543	428 543
c/65 autres charges de gestion courante	483 790	483 790	c/74 dotations et participations	660 371	660 371
			c/75 autres produits gestion courante		
Total des dépenses de gestion courante	797 340	797 340	Total des dépenses de gestion courante	1 088 914	1 088 914
c/66 charges financières	10 000	10 000			

c/67 charges exceptionnelles		60 000	60 000	c/76 produits financiers			
022 dépenses imprévues		69 289	69 289	c/77 produits exceptionnels			
Total des dépenses réelles de fonctionnement		936 629	936 629	Total des recettes de fonctionnement		1 088 914	1 088 914
023 virement à la section d'investissement		71 526	71 526				
042 opérations d'ordre		99 264	99 264	042 opérations d'ordre		18 505	18 505
Total des dépenses de fonctionnement cumulées		1 107 419	1 107 419	Total des recettes de fonctionnement cumulées		1 107 419	1 107 419
002 résultat de fonctionnement N-1 reporté		0	0	002 résultat de fonctionnement N-1 reporté		0	0
Total des dépenses de fonctionnement cumulées		1 107 419	1 107 419	Total des recettes de fonctionnement cumulées		1 107 419	1 107 419
Section d'investissement							
Dépenses	RAR (1)	MN	Total	Recettes	RAR	MN	Total
c/20 immo incorporelles (sauf 204)	1 000	0	1 000	c/13 subventions d'investissement	43 178	0	43 178
c/204 subventions d'équipement versées	220 000	0	220 000	c/1641 emprunts		0	0
c/21 immo corporelles	65 908	0	65 908	c/165 dépôts et cautionnement reçus		0	0
c/23 immo en cours (2315 et 2318)		0	0			0	0
Total des dépenses d'équipement	286 908	0	286 908	Total des recettes d'équipement	43 178	0	43 178
c/13 subventions d'investissement		0	0	c/10 dotations fonds divers (hors 1068)		0	0
c/16 remboursement d'emprunts		0	0	c/1068 affectation N-1		136 189	136 189
c/27 autres immo financières		0	0	c/20,21, 23 recettes d'équipement		0	0
020 dépenses imprévues		0	0	c/26,27 recettes financières		0	0
Total des dépenses financières	0	0	0	Total des recettes financières	0	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	286 908	0	286 908	Total des recettes réelles d'investissement	43 178	136 189	179 367
				021 virement de la section de fonctionnement		71 526	71 526
040 opérations d'ordre		18 505	18 505	040 opérations d'ordre		99 264	99 264
Total des dépenses d'investissement	286 908	18 505	305 413	Total des recettes d'investissement	43 178	306 979	350 157
001 résultat investissement N-1				001 résultat investissement N-1		91 445	91 445
Total des dépenses d'investissement cumulées	286 908	18 505	305 413	Total des recettes d'investissement	43 178	398 424	441 602

(1) restes à réaliser

Article 2 – Le produit attendu de la fiscalité totale à inscrire au chapitre 73 « impôts et taxes » peut être arrêté à la somme de 428 543 € au titre des impôts locaux correspondant au produit fiscal à taux constants, à savoir 2,46 % pour la taxe d'habitation, 2,69 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 5,58 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties et 1,87 % pour le taux relais.

Article 3 – Le budget primitif annexe « maîtrise des déchets » de la communauté de communes du Saintois est arrêté :

pour la section de fonctionnement, à la somme de 1 436 112 € en dépenses et en recettes ;

pour la section d'investissement, à la somme de 18 486 € en dépenses et en recettes.

Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET « MAÎTRISE DES DÉCHETS »

A – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
011 Charges à caractère général	1 308 970 €	70 Produits des services du domaine et ventes directes	1 410 178 €
012 Charges de personnel	3 000 €	74 Dotations et participations	19 234 €
65 Autres charges de gestion courante	2 000 €	77 Produits exceptionnels	5 108 €
66 Charges financières	7 722 €	042 Transfert entre section	1 592 €
67 Charges exceptionnelles	3 000 €		
022 Dépenses imprévues	8 000 €		
023 Virement à la section d'investissement	4 489 €		
042 Opération d'ordre de transfert entre sections	13 880 €		
D002 Déficit reporté	85 051 €		
Total	1 436 112 €	Total	1 436 112 €

B – SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES				RECETTES	
	Restes à réaliser	Montants	Total		
23 Immobilisations en cours	921 €	-	921 €	021 Virement de la section de fonctionnement	4 489 €
13 Subventions d'investissement	-	1 592 €	1 592 €	040 Opération d'ordre de transfert entre sections	13 880 €
16 Emprunts et dettes assimilées	-	15 973 €	15 973 €	R 001 Excédent reporté	117 €
Total	921 €	17 565 €	18 486 €	Total	18 486 €

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté de communes du Saintois et le trésorier d'Haroué-Vézelize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Extrait de l'arrêté interpréfectoral (Vosges/Meurthe-et-Moselle) n° 862/2010 en date du 2 juillet 2010 portant modification des statuts du Syndicat Scolaire de la Haute Vallée de la Plaine

Le préfet des Vosges,

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5-II du Code Général des Collectivités Locales sont réunies,

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Les statuts du Syndicat Scolaire de la Haute Vallée de la Plaine sont ceux annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Lunéville et de Saint-Dié-des-Vosges, la Directrice Départementale des Finances Publiques, le Trésorier du Syndicat, le Président du Syndicat, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles des Préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle.

Epinal, le 2 juillet 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,
Hugues MALECKI

Statuts du Syndicat Scolaire de la Haute Vallée de la Plaine

Article 1 : Est autorisée entre les communes de ALLARMONT, LUVIGNY, RAON-sur-PLAINE situées dans le département des Vosges, et les communes de BIONVILLE, RAON-les-LEAU situées dans le département de Meurthe-et-Moselle, la création d'un syndicat intercommunal qui prend la dénomination de « Syndicat Scolaire de la Haute Vallée de la Plaine ».

Article 2 : Le syndicat a pour objet de traiter toutes questions se rapportant à la scolarité des enfants des communes concernées et en particulier :

- le transport des élèves,
- l'achat des fournitures scolaires,
- l'achat de mobilier scolaire,
- le chauffage des salles de classe,
- la prise en charge d'activités diverses dans le cadre scolaire (par exemple : séances de natation)
- la prise en charge du salaire et des charges des femmes de service,
- la prise en charge du salaire et de charges de l'aide maternelle,
- l'achat d'équipement informatique et vidéo.

Article 3 : Le syndicat est créé pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Raon-sur-Plaine.

Article 5 : Les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par M. le Percepteur de Raon-l'Étape.

Article 6 : Le syndicat sera administré par un comité composé de deux délégués par commune, élus par les membres des conseils municipaux et d'un représentant des parents d'élèves de chacune des 3 écoles à titre consultatif.

Article 7 : Le syndicat élit un Président, un Vice-Président, un Secrétaire.

Article 8 : Les contributions des communes membres aux dépenses du syndicat sont réparties pour moitié au prorata du nombre d'élèves de la commune, et pour moitié au prorata du nombre d'habitants tel qu'il résulte du dernier recensement officiel.

Article 9 : Pour toutes les questions non explicitement mentionnées dans le présent arrêté, relatives à l'administration et au fonctionnement du syndicat, il sera fait application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Epinal le 2 juillet 2010

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour
Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

PREFECTURE DES VOSGES

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour
Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,
Hugues MALECKI

Extrait de l'arrêté du 12 août 2010 transformant le syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de Chantonel en syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) dénommé "Syndicat scolaire de Chantonel" et modifiant les statuts en conséquence

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-17, L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETEMENT

Article 1er: Le syndicat intercommunal à vocation multiple de Chantonel est transformé en syndicat intercommunal à vocation unique prenant la dénomination de : Syndicat intercommunal scolaire de Chantonel.

Les nouveaux statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal scolaire de Chantonel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

**Statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Syndicat Intercommunal Scolaire de Chantonel**

Le syndicat de communes est un établissement public de coopération intercommunale associant des communes en vue d'œuvres ou de services d'intérêt intercommunal.

Les communes de Crévéchamps, Ferrières, Tonnoy et Velle sur Moselle ont créé le S.I.V.O.M. de Chantonel en le dotant de la compétence scolaire, de la compétence d'assainissement, de la compétence relative aux ordures ménagères et de la compétence relative aux sapeurs-pompiers.

Des évolutions ont eu lieu, de sorte qu'à ce jour, seule la compétence scolaire continue d'être dévolue au S.I.V.O.M.

Aussi, par les présents statuts, les communes de Crévéchamps, Ferrières, Tonnoy et Velle sur Moselle décident de transformer le S.I.V.O.M. de Chantonel en un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique.

Article 1 - Constitution

Il est formé un Syndicat à Vocation Unique qui prend la dénomination suivante : Syndicat Intercommunal Scolaire de Chantonel.

Article 2 - Périmètre d'intervention

Le champ d'action du Syndicat est limité au territoire des collectivités adhérentes.

Article 3 - Objet

Le Syndicat a pour objet la mise en commun des moyens matériels et en personnels permettant le fonctionnement des écoles maternelles et primaires du regroupement scolaire de Crévéchamps, Ferrières, Tonnoy et Velle sur Moselle :

Il est chargé notamment :

- de déterminer et de prendre en charge les frais nécessaires au fonctionnement des écoles, notamment fournitures administratives et scolaires; frais de personnel
- de déterminer et de prendre en charge les frais de fonctionnement relatif au service de garde périscolaire, et au service de la cantine,
- d'encadrer le transport collectif des élèves: école-domicile-cantine.

Article 3 bis - Gestion des biens mis à disposition

A compter de l'adoption des présents statuts, les biens mis à disposition par les communes continuent de l'être auprès du S.I.V.U., et ce toujours à titre gratuit.

Le S.I.V.U. assume l'ensemble des obligations du propriétaire sans avoir la propriété des biens.

Il possède tous pouvoirs de gestion.

Article 4 - Le siège

Le siège du Syndicat est fixé à Tonnoy, dans les locaux de la Mairie.

Le comité se réunit au siège du Syndicat ou dans un lieu choisi par le comité dans l'une des Communes membres.

Le comité se réunit au moins trois fois par an.

Article 5 - Durée

Le Syndicat est constitué pour la durée de l'objet, à savoir le regroupement scolaire des Communes de Crévechamps, Ferrières, Tonnoy, Velle sur Moselle.

Article 6 - Administration du Syndicat: le comité syndical

Le Syndicat est administré par un comité syndical composé de douze délégués titulaires:

- 3 délégués pour la commune de Crévéchamps
- 3 délégués pour la commune de Ferrières
- 3 délégués pour la commune de Tonnoy
- 3 délégués pour la commune de Velle sur Moselle.

Les délégués sont élus suivant les dispositions de l'article L. 5212-7 du CGCT.

Article 7 - Rôle et fonctionnement du Comité Syndical

Le Comité syndical, une fois constitué suivant les dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT, élit en son sein un bureau composé d'un président et de vice-présidents.

Le nombre de vice-présidents est librement déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif de celui-ci.

Article 8 - Rôle et attribution du président

En application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités territoriales, le président est l'organe exécutif du S.I.V.U.

Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant du S.I.V.U.

Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau.

Il est le chef des services du S.I.V.U.

Il représente en justice le S.I.V.U.

A partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du président, les fonctions de président sont assurées par le doyen d'âge.

Article 9 - Rôle et fonctionnement du bureau

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
- 2° De l'approbation du compte administratif;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Article 10 - Recettes du Syndicat

Les recettes du Syndicat comprennent :

- la contribution des communes associées,
- les diverses subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région, du Département et des communes, et plus généralement de toute collectivité territoriale,
- les recettes de l'activité de cantine,
- les recettes de garderie périscolaire,
- les produits des dons et legs,
- les produits des emprunts.

Article 11 - Répartition des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement seront imputées au compte de chacune des communes au prorata du nombre d'habitants (dernier recensement officiel pour chaque commune).

Article 12 - Répartition des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement seront imputées au compte de chacune des communes au prorata du nombre d'habitants (dernier recensement officiel pour chaque commune).

Article 13

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils municipaux décidant de la transformation du S.I.V.O.M. en S.I.V.U.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Nancy, le 12 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau des procédures environnementales

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service environnement, eau et biodiversité

Extrait de l'arrêté n° 54-2010 du 29 juillet 2010 autorisant, au titre du code de l'environnement, la communauté de communes Moselle et Madon à réaliser l'aménagement et la viabilisation du parc d'industries Moselle rive gauche sur le territoire des communes de MEREVILLE, MESSEIN et NEUVES-MAISONS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'atlas des zones inondables de la Moselle, diffusé en mars 2006, constitue la connaissance la plus actualisée de l'aléa inondation ;

CONSIDERANT la situation du site du projet en grande majorité hors des zones inondables en crue de référence selon cet atlas ;

CONSIDERANT que la voirie de desserte du parc d'industries, située en partie en zone inondable, constitue une infrastructure publique de transport, autorisée en zone rouge du PPRI ;

CONSIDERANT que le débit s'écoulant dans le thalweg au sud du projet en cas de crue de référence sur la Moselle est estimé à 16 m³/s (étude hydraulique réalisée en mars 2010 dans le cadre de la demande d'autorisation ICPE pour l'entreprise COGESUD à MESSEIN) ;

CONSIDERANT que la réalisation d'un ouvrage hydraulique sous le carrefour d'entrée au sud du parc d'industries pour permettre l'écoulement du thalweg contribue à l'amélioration des écoulements sur le secteur ;

CONSIDERANT que le projet inclut la compensation volumétrique des volumes soustraits à l'expansion des crues de la Moselle par la création du parc d'industries ;

CONSIDERANT que le projet se situe dans un secteur à enjeux écologiques moyens et prévoit la création et la reconstitution d'un corridor écologique et de milieux d'accueil de la faune et des amphibiens ;

CONSIDERANT que le projet permet la valorisation d'un espace dégradé par des activités industrielles antérieures,

CONSIDERANT que le projet favorise le développement économique du territoire en organisant l'implantation d'activités industrielles tout en préservant le cadre de vie des habitants,

ARRETE**Article 1er : PRESENTATION DU PROJET**

1.1) La communauté de communes Moselle et Madon, représentée par sa Présidente, est autorisée, au titre du Code de l'environnement, à réaliser les travaux d'aménagement et de viabilisation du parc d'industries Moselle rive Gauche.

1.2) Ces travaux consisteront en la création d'une voirie permettant de desservir l'ensemble de la zone d'activité – composée de parcelles à vocation industrielle destinées à être commercialisées pour une superficie globale de 19 ha - depuis la RD331d.

Article 2 : OBJET DE L'AUTORISATION

En regard de la nomenclature tirée de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement, les travaux sont soumis au régime de l'autorisation comme suit :

Rubrique visée	Désignation des activités	Régime
2.1.5.0 Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha.	Superficie totale des bassins versants interceptée : 24,8 ha.	Autorisation
3.2.2.0. Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau, la surface soustraite étant comprise entre 400 m ² et 10 000 m ² .	Surface soustraite par la plate-forme de la voirie : 13 525 m ² .	Autorisation
3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non, dont la surface est comprise entre 0,1 et 3 ha.	Bassin de traitement des eaux pluviales de 1 120 m ² .	Déclaration

Article 3 : CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX A REALISER

3.1.1) La voirie comprendra une chaussée bidirectionnelle, de largeur 6,50 m environ.

3.1.2) Dans sa partie sud, la chaussée sera entourée de part et d'autres de trottoirs de 2 m de large environ intégrés à la plate-forme routière.

3.1.3.) Dans la partie centrale du parc industries, la voirie n'est pas doublée de trottoirs : un cheminement indépendant sera mis en place pour assurer la circulation des piétons et cyclistes.

Des techniques de revêtement permettant de limiter l'imperméabilisation seront mis en oeuvre pour ce cheminement doux (matériau stabilisé) sans préjudice toutefois des dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

3.1.4.) Un carrefour giratoire paysagé situé au centre du périmètre du projet, de diamètre extérieur 20 m, permettra l'accès aux deux plus grandes parcelles.

3.1.5.) L'ensemble de la voirie sera surélevé à 1 m environ au-dessus de la cote de crue de référence sur le site (222,66 m NGF), à une cote moyenne de 223,6 m NGF environ.

3.1.6.) Une bande non constructible, en limite des alvéoles de stockage de l'usine SAM, sera aménagée en espace vert.

3.1.7.) Une bande paysagère orientée Est-Ouest traversera l'ensemble du site, le long du cheminement piéton. Elle aura vocation à accueillir des plantations de hautes tiges et des plantations arbustives.

3.1.8.) Le coefficient d'imperméabilisation de la zone d'activité restera inférieur ou égal à 50%.

En cas d'imperméabilisation d'une parcelle supérieure à 50%, un dispositif de régulation devra être mis en place au niveau de ladite parcelle afin que le débit rejeté dans le réseau du parc d'industries corresponde à une imperméabilisation de 50%.

Article 4 : MESURES RELATIVES AUX SOLS POLLUES EN PLACE

Le site fera l'objet d'un traitement approprié selon les espaces, soit, a minima, d'une couverture de 30 cm de terre végétale non polluée de préférence argileuse, d'une dalle ou d'une couche d'enrobé routier.

Article 5 : GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DES ECOULEMENTS

5.1) Description générale du dispositif

Du point de vue de la gestion des eaux pluviales, le site est découpée en 2 zones :

une première zone de 21 ha environ, correspondant au bassin versant BV1 dont les eaux rejoignent au nord la Moselle,

une seconde zone de 3 ha environ, correspondant au bassin versant BV2 dont les eaux rejoignent le thalweg situé au sud du parc d'industries puis le Madon.

Le dispositif de gestion des eaux pluviales est représenté en annexe 1. Il est constitué de noues enherbées positionnées le long des chaussées dans lesquelles les eaux s'écouleront de manière gravitaire et d'un bassin de rétention/décantation pour la première zone BV1.

Tous les ouvrages – noues, bassin de rétention - sont dimensionnés pour stocker et réguler une pluie décennale et permettre l'écoulement d'une pluie centennale.

Ils seront équipés avant les points de rejet dans le milieu naturel de :

- une zone de décantation facile à curer,
- une grille permettant la récupération des objets flottants,
- une cloison siphonée permettant le piégeage des hydrocarbures,
- un dispositif de régulation du débit.

5.2.) Gestion des eaux pluviales de la zone BV1 au nord

5.2.1.) Les eaux de ruissellement seront récoltées via une noue débouchant dans un bassin de rétention avant rejet final dans la Moselle. Ce rejet fera l'objet d'une convention d'occupation temporaire avec le gestionnaire du domaine public fluvial, Voies navigables de France. La noue sera une cunette engazonnée permettant d'écouler un débit au moins égal à celui correspondant à la pluie centennale (calculé à 2 277 L/s).

Elle passera au niveau du giratoire central, ainsi que sous la piste cyclable via 2 buses.

5.2.2.) Le bassin de rétention aura un volume de 4 150 m³ et un débit de fuite de 64 L/s.

Il sera en eau en permanence afin d'assurer la décantation des matières en suspension, avec un taux de 80% minimum. Son fond sera aménagé sous forme de digues afin d'allonger le parcours de l'eau.

Il sera muni d'un dispositif de type by-pass permettant de poursuivre un écoulement naturel de l'eau dans les fossés lorsque le bassin est fermé.

5.2.3.) Les eaux traitées sortant du bassin seront rejetées dans un fossé permettant l'écoulement naturel vers la Moselle.

5.2.4.) En cas de pluie centennale, le trop plein du bassin déversera directement dans la Moselle via un seuil empierré aménagé à cet effet.

5.3.) Gestion des eaux pluviales de la zone BV2 au sud

5.3.1.) Les eaux de ruissellement seront récupérées dans des noues et fossés engazonnés représentant un volume de 390 m³ avant rejet dans le thalweg au sud du site puis dans le Madon à un débit de fuite de 9l/s.

5.3.2.) La noue localisée le long de la voirie servira à l'écoulement des eaux de ruissellement de la parcelle du quai de transfert.

Ce sera une cunette engazonnée permettant d'écouler un débit au moins égal à celui correspondant à la pluie centennale (calculé à 450 L/s).

5.3.3.) Un décanteur déshuileur sera installé au niveau du point de sortie de la noue dans le thalweg au sud de la zone d'activité.

5.4.) Écoulement dans le thalweg au sud de la zone d'activité

Un ouvrage hydraulique sera installé sous le carrefour d'entrée du parc d'industries existant afin de permettre l'écoulement des eaux de pluie issues du BV2, du site COGESUD (BV3 de 7 ha environ) et de la route des Crassiers (BV4 de 11 ha environ), récoltées dans le thalweg sud.

Il permettra l'écoulement d'un débit de 16 m³/s correspondant à une crue de référence sur la Moselle.

Article 6 : GESTION DES EAUX USEES

6.1) Les eaux usées générées par les entreprises du parc d'industries seront collectées par extension du réseau intercommunal d'eaux usées et acheminées vers la station d'épuration intercommunale de Neuves-Maisons.

6.2.) A cet effet, un réseau de canalisation sera mis en place sous les voiries du parc d'industries. Les eaux usées s'écouleront jusqu'à la sortie du parc où une canalisation de refoulement sera mise en place pour rejoindre le point de relevage situé à proximité de la gare routière rue Jean Jaurès à Pont-Saint-Vincent.

6.3.) Ce réseau ne recevra que les eaux usées domestiques. Les eaux industrielles devront être préalablement traitées.

Article 7 : CORRIDOR ECOLOGIQUE ET MILIEUX

Un corridor écologique et des milieux d'accueil pour la faune, notamment à destination des oiseaux de la vallée de la Moselle, seront reconstitués par des plantations le long des noues et voiries et par la création d'une bande paysagère verte composée d'arbres de haute tige et d'arbuste et orientée ouest/est.

Les noues végétalisées seront aménagées de façon à constituer un milieu propice à l'accueil des amphibiens.

Article 8 : IMPACTS PERMANENTS DU PROJET

La réalisation du parc d'industries, dont notamment la voirie, induit la soustraction à l'expansion des crues de la rivière Moselle d'un volume de 12 800 m³ environ, sur une surface de 13 525 m².

Article 9 : MESURE COMPENSATOIRE VOLUMETRIQUE

9.1) Le volume soustrait à l'expansion des crues de la Moselle sera intégralement restitué par l'abaissement de terrains à proximité du site en dessous de la cote de crue de référence (222,66 m NGF) :

Arasement du merlon existant en limite sud de la plate-forme du parc d'industries ;

Démolition de la voirie d'accès actuel à COGESUD ;

Décassement du terrain situé entre le thalweg au sud du parc d'industries et la RD331.

La compensation volumétrique est représentée en annexe 2.

9.2.) La configuration topographique du site après travaux permettra une venue naturelle des eaux de crue de la Moselle au sein du volume restitué.

9.3.) De façon similaire, en phase de décrue, les eaux stockées sur le(s) site(s) de compensation devront pouvoir s'évacuer sans effet de stockage.

9.4.) La compensation sera réalisée avant les travaux d'aménagement de la voirie.

9.5) Le permissionnaire prendra toutes les précautions nécessaires, au préalable et pendant les travaux, pour s'assurer que la réalisation de la compensation volumétrique n'induit pas de pollutions du milieu naturel.

9.6.) Un bilan volume soustrait/volume restitué s'appuyant sur des plans topographiques avant et après travaux et des fiches de calcul des cubatures seront communiqués au service navigation du Nord-Est dans le cadre du récolement des travaux réalisés (0).

Article 10 : EXECUTION DES TRAVAUX**10.1) Modalités générales d'exécution des travaux**

10.1.1.) Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité des cours d'eau (Moselle et thalweg au sud). L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution par hydrocarbures. Un kit anti-pollution d'urgence sera disponible en permanence sur le chantier.

10.1.2.) Le bassin de rétention/décantation et les noues seront réalisés dès le démarrage des travaux afin d'assurer la récupération et le traitement des eaux de ruissellement issues du chantier.

10.1.3.) Quinze jours avant le démarrage des travaux, le permissionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux au Service de la Navigation du Nord-Est.

10.2.) Mesures relatives à l'inondabilité du site

10.3.) La zone d'installation de chantier, les stockages de matériaux et les déblais de chantier seront implantés hors des zones inondables.

10.4.) Le permissionnaire assurera un suivi des bulletins de vigilance relatifs aux crues sur le secteur.

10.5.) En cas de crue, le permissionnaire prendra les dispositions nécessaires pour sécuriser et évacuer la zone de travaux située en zone inondable avant submersion.

10.6.) Mesures relatives à la pose de l'ouvrage hydraulique au niveau du thalweg

10.6.1.) En cas de présence d'eau dans le thalweg lors de la réalisation de l'ouvrage hydraulique, un batardeau sera réalisé afin d'assurer la mise à sec de l'emprise des travaux.

10.6.2.) L'écoulement des eaux sera assuré par pompage en amont de la zone batardeau et rejet directement en aval dans le thalweg.

Ce pompage sera réalisé en surface afin d'éviter l'aspiration de sédiment.

10.6.3.) En cas d'épisode pluvieux de longue durée ou de crue de la Moselle, les batardeaux seront retirés afin de ne pas gêner l'écoulement naturel des eaux.

10.6.4.) La remise en eau du thalweg après travaux sera progressive afin d'éviter les phénomènes d'érosion.

10.7.) Mesures relatives à la gestion des matériaux de l'ancien crassier

10.7.1) Dans le cas de tous travaux visant à extraire des matériaux constituant l'ancien crassier, ceux-ci seront :

- soit réutilisés sur le site comme remblai ou dans une zone de confinement spécifiquement dédiée laquelle sera au minimum recouverte conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté

- soit extraits du site et éliminés dans des installations autorisées à recevoir de tels déchets au titre de la législation des installations classées et de proximité.

10.7.2.) Des analyses des matériaux extraits constituant le sol seront systématiquement réalisées durant les travaux et permettront de définir soit les conditions d'élimination soit les conditions de confinement de ceux-ci. La fréquence et le programme d'analyse sont effectués sous la responsabilité du permissionnaire et sur la base des études antérieures réalisées à ce jour.

10.7.3.) Si la réutilisation immédiate des matériaux est impossible et qu'un stockage provisoire est nécessaire, ces matériaux seront recouverts d'une bâche imperméable, évitant le ruissellement des eaux pluviales et la lixiviation des matériaux.

10.7.4.) Un bilan sur la gestion des matériaux extraits – résultats et interprétation des analyses, destination et utilisation des matériaux – accompagné des justificatifs d'élimination des déchets si besoin sera transmis au service navigation dans le cadre du récolement prévu à l'O.

Article 11 : DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés dans le délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 12 : RECOLEMENT DES TRAVAUX

Un récolement des travaux réalisés sera fourni au Service de la Navigation du Nord-Est dans un délai de deux mois à compter de leur achèvement.

Article 13 : CONTROLE DES SERVICES DE POLICE DE L'EAU

Le permissionnaire facilitera les contrôles demandés par les services de police de l'eau et les informera en temps utile sur les évolutions des opérations de travaux, en particulier sur le calendrier d'exécution.

Article 14 : SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

Le permissionnaire assurera la surveillance et l'entretien des équipements de collecte et de traitement des eaux pluviales et eaux usées, afin d'empêcher une perte d'efficacité susceptible d'entraîner des incidences sur le milieu naturel ou toute autre nuisance visuelle et/ou olfactive.

Il s'assure également dans le temps du maintien en place des moyens de couvertures fixés aux articles 4 et 10.7.1 du présent arrêté (pour les zones de confinement).

Article 15 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

15.1) Toutes les dispositions seront prises par le permissionnaire, pendant et après travaux, pour assurer la sécurité des tiers aux abords des chantiers.

15.2.) En cas d'accident, le permissionnaire appliquera les prescriptions définies à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

15.3) Dans l'intérêt de la sécurité publique, après mise en demeure du permissionnaire – sauf cas d'urgence – l'administration prendra les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Article 16 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 18 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et des services déconcentrés de l'Etat.

Il sera consultable sur le site internet de la Préfecture de Meurthe et Moselle pendant une durée de 1 an.

Une copie du présent arrêté sera affichée aux mairies des communes de MESSEIN, NEUVES-MAISONS et MERVILLE pendant une durée minimale de 1 mois pour information.

Article 19 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs selon les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 20 : EXECUTION DE L'ARRETE

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et Monsieur le Chef de la Navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire.

Une copie en sera adressée, pour information, à :

- Monsieur le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau du département de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine.
- Messieurs les maires de Méréville, Messein et Neuves-Maisons.

Nancy, le 29 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service environnement, eau et biodiversité

Extrait de l'arrêté n° 54-2010-00015 du 2 août 2010 portant autorisation, au titre de l'article L. 214-3, et déclaration d'intérêt général, au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, concernant le programme de renaturation de l'Amezule haute et ses affluents sur les communes de ERBEVILLER-SUR-AMEZULE, MAZERULLES, CHAMPENOIX, AMANCE, VELAINES-SOUS-AMANCE, LANEUVELOTTES et LAITRE-SOUS-AMANCE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
CONSIDERANT que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente seulement dans le cadre d'une Déclaration d'intérêt général ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'observations dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

A R R E T E

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

Article 1^{er} - Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la communauté de communes du grand couronné, représentée par GUILLAUME Christian (Monsieur le Président), les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à l'opération suivante : la Renaturation de L'Amezule Haute et ses affluents, sont déclarés d'intérêt général ;

Les cours d'eau concernés par les travaux sont L'Amezule de sa source à la limite communale de Laitre-sous-Amance et Dommartin-sous-Amance, le ruisseau de dessous la ville, le ruisseau de l'étang, le ruisseau de Voirincourt.

Le pétitionnaire, la communauté de communes du grand couronné, représenté par Monsieur le Président GUILLAUME Christian, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : la Renaturation de L'Amezule Haute et ses affluents sur les communes de Erbéviller-sur-Amezule, Mazerulles, Champenoux, Amance, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte et Laitre-sous-Amance.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation	Déclaration
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Autorisation
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration

Article 2 - Caractéristiques des ouvrages

Le programme d'aménagement comprend un programme de restauration et un programme d'entretien.

- Les actions de traitement de la végétation consistent à :

- Enlever les embâcles formées dans le lit de la rivière par la végétation : arbres déchaussés, arbres poussant dans le lit, branches tombées dans le lit.
- Couper les arbres ou arbustes sur les berges et élaguer les branches qui constituent une menace de chute dans le lit ou qui gênent considérablement l'écoulement des eaux.
- Tailler ou recéper la végétation sur les berges, vieillissante ou déperissante.
- Éliminer les rémanents végétaux et les déchets de toute nature.
- Proposer des interventions particulières sur les pratiques de taille de saules, ou « émondage en têtard ».

- Les actions de plantations de berges consistent en :

- La plantation d'espèces adaptées au bord des cours d'eau, en complément de la végétation existante ou pour créer une ripisylve sur des secteurs totalement dépourvus de végétation ligneuse.

- Les actions de protection de berges permettent d'assurer une stabilité de la berge au droit de site présentant un enjeu. Il s'agit des secteurs suivants :

- L'Amezule à Champenoux en aval, rive gauche, du pont de la RD657 : Démontage des enrochements existants, réaménagement de la berge et enrochement.
- Le Voirincourt à Laneuvelotte, en aval de la sortie canalisée. Les travaux consistent à enlever les résineux en haut de berge, enlever les moellons tombés dans le lit, réaliser une protection de berge par deux boudins de géogrille, puis talutage de la berge.
- La reprise de berges dégradées par le piétinement du bétail (talutage, pose d'un géotextile, bouturage et pose de clôture).

- Les actions de renaturation de l'Amezule se situent principalement sur le secteur entre Champenoux et la ferme de La Bouzule (1500 mètres), ces actions consistent à :

- en zone de surlargeur, resserrement du lit en pied de berge (banquettes d'hélophytes),
- terrassement des berges en pente douce et végétalisation,
- re-création d'un léger méandrage par terrassement des berges,
- diversification des écoulements par mise en place de déflecteurs rustiques (épis peignes visant à capter une partie de la charge solide),
- aucune intervention sur le profil en long.

- Le programme de renaturation sera suivi d'un programme d'entretien visant à :

- Assurer le bon écoulement des eaux en limitant le risque de formation d'embâcles par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts,
- Assurer la stabilité des berges en veillant à limiter les risques de dégradation par le déchaussement d'arbres, en veillant à maintenir une végétation adaptée et saine,
- Améliorer les capacités naturelle d'autoépuration de la rivière, maintenir et favoriser les fonctions biologiques et paysagères des berges.

Les travaux sont situés sur la carte annexée au présent arrêté.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 - Prescriptions spécifiques

- Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.
- Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Il seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.
- Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins sont vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures). Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ.
- Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.
- En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.
- Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.
- Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Article 4 - Mesures correctrices

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux,
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai (entre août et février),
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.
- Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux ce qui évite la mise en place de batardeaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.

- Une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Article 5 - Servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux engins, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 6 - Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Article 7 - Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 9 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 - Durée de l'autorisation et la déclaration d'intérêt général

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31/12/2013.

La présente Déclaration d'Intérêt Général est accordée jusqu'au 31/12/2015 pour permettre l'achèvement du programme pluriannuel d'entretien. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si la communauté de communes du grand couronné présente, au moins 6 mois avant l'échéance, un nouveau plan de gestion pour des opérations groupées d'entretien régulier du cours d'eau.

Article 11 - Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 12 - Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 13 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 14 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 16 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de :

- Erbéviller-sur-Amezule,
- Mazerulles,
- Champenoux,
- Amance,
- Velaine-sous-Amance,
- Laneuvelotte,
- Laitre-sous-Amance.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi que dans les mairies des communes de Erbéviller-sur-Amezule, Mazerulles, Champenoux, Amance, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte, Laitre-sous-Amance.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 17 - Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 18 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des Territoires, les maires des communes de Erbéviller-sur-Amezule, Mazerulles, Champenoux, Amance, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte et Laitre-sous-Amance, le chef du service départemental de l'ONEMA et le Directeur de l'Agence de L'Eau Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 2 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES *Service environnement, eau et biodiversité*

Extrait de l'arrêté n° 54-2010-00026 du 4 août 2010 régularisant et portant autorisation, au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, concernant l'exploitation de plans d'eau au lieu-dit la Soie sur la commune de SAINT-SAUVEUR

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT :

- Que les nouvelles prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau,
- Que le justificatif d'antériorité des eaux et forêts en date du 16 juin 1911, prouve l'existence légale des ouvrages ;

A R R E T E

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} : Objet de l'autorisation

L'indivision KLAUS-GOURGAS est autorisée, en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter les plans d'eau du lieu-dit la Soie sur la commune de SAINT-SAUVEUR.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation	
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration	Du 27/08/1999

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

- Les ouvrages sont situés sur les parcelles n° 1, 2, 3 section AB sur la commune de Saint-Sauveur.
- Les quatre plans d'eau ont chacun une superficie d'environ 600 m².
- Ils sont alimentés par un ruisseau qui prend naissance dans le massif forestier amont et qui se jette dans Le Val. Les plans d'eau sont situés en barrage du ruisseau et en série.
- Il n'existe aucun moine, les surverses de surface des plans d'eau amont alimentent les plans d'eau aval.
- Les étangs ont une profondeur faible de 50 cm à 1 mètre.

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Les travaux de curage ou d'aménagement des étangs (réfection des digues ou des déversoirs de crues, ...) devront être préalablement autorisés par le service de police de l'eau. Il sera alors demandé au propriétaire de réaliser entre chaque étang des systèmes de rivières artificielles franchissables par les salmonidés.

Aucun système de grille ou obstacle à la circulation piscicole ne devra être mis en place sur les étangs ou le ruisseau.

Toute introduction de poissons dans ces étangs est strictement interdite.

Par conséquent, le propriétaire ou exploitant ne sera pas propriétaire du poisson de ces étangs et devra disposer d'une carte de pêche pour la pêche.

Les vidanges de ces plans d'eau doivent faire l'objet d'un dossier de déclaration et sont interdites du 1er octobre au 31 mai.

Article 4 : Moyens d'entretien et de surveillance

Un entretien régulier du ruisseau doit être réalisé selon l'article L.215-14 du code de l'environnement, sans modification de ses profils en long et en travers.

Les ouvrages, les plan d'eau seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Article 5 : Prescription générales

Conformément à l'article L. 432-10, il est interdit :

- D'introduire dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, et dont la liste est fixée par décret ;
- D'introduire sans autorisation dans les eaux mentionnées par le présent titre des poissons qui n'y sont pas représentés ; la liste des espèces représentées est fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce ;
- D'introduire dans les eaux classées en première catégorie, en vertu du 10° de l'article L. 436-5, des poissons des espèces suivantes : brochet, perche, sandre et black-bass ;

Les eaux restituées au ruisseau, après traversée des étangs, devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

Aucun ouvrage, susceptible d'empêcher la libre circulation du poisson et des sédiments, ne sera placé dans le lit des ruisseaux ;

La vidange d'un ou plusieurs plans d'eau est soumise au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.4.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée de la vidange.

Les espèces de poissons indésirables devront être éliminées lors de pêches ou de vidanges.

La vidange de l'étang se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau ou à des tiers.

La remise en eau se fera progressivement en conservant un débit minimal dans le ruisseau à l'aval des étangs.

Les opérations d'entretien des cours d'eau (curage), à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14, sont soumis au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.1.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée des opérations d'entretien.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande de régularisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 9 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 10 : Condition de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R214-20 du code de l'environnement.

Article 11 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 12 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 13 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 14 : Changement de bénéficiaire

En cas de cession du plan d'eau à titre onéreux ou gratuit, l'ancien propriétaire ou ses ayants droit en informe le préfet dans le délai d'un mois à compter de la cession.

Article 15 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 16 : Publication et information des tiers

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de SAINT-SAUVEUR.

Un extrait de la présente autorisation sera affiché dans la mairie de Saint-Sauveur pendant une durée minimale d'un mois.

Article 17 : Voies et délais de recours

Dans un délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 18 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune de Saint-Sauveur, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 4 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AGENCE REGIONALE DE SANTE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Service veille sécurité sanitaire et environnementale

Extrait de l'arrêté du 4 août 2010 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le forage Behais, sur et par la commune d'AZERAILLES ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune d'Azerailles sont évalués à partir de la consommation de pointe quotidienne ;
 CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune d'Azerailles ;

ARRETE

Titre I – Dispositions générales

Article 1^{er} - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par forage sur et par la commune d'Azerailles, dénommée ci-après "la collectivité" ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du forage Behais ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la collectivité :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine par le forage Behais ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

Titre II – Dérivation des eaux

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Lieu-dit	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II (m)		Altitude (m)
					X =	Y =	
Forage Behais	Azerailles	"Montant Rayes"	ZS 29	02697X0007	922 441	2 397 181	280

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 52 m³/h, ni 164 m³/j soit 60000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau

Article 8 - Définition des périmètres de protection

La carte, le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation géographique et cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage Behais est situé sur la commune d'Azerailles et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelle
Azerailles	ZD	"A la Damotte"	374
	ZS	"Montant Rayes"	29
	ZS	"Au Champ Nave"	71
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection immédiate : 22a 39ca			

8-2 Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est situé sur la commune d'Azerailles et concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelle
Azerailles	ZD	"A la voie d'Hablainville"	12 ; 19 ; 184 ; 185 ; 186 ; 187 ; 197 ; 364 ; 414 ; 415 ; 416 ; 417
		"A la Damotte"	376 ; 407 ; 408 ; 409 ; 412 ; 413
	ZS	"Montant Rayes"	26 ; 27 ; 28 ; 30
		"A la Nouve"	34 ; 35 ; 37 ; 38 ; 39 ; 40 ; 41 ; 42
		"A la Haie Chapotte"	69 ; 74
		"Aux Craulottes"	73
		"Au Champ Nave"	76
		Surface totale de l'emprise du périmètre de protection rapprochée : 10ha 13a 44ca	

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

9-1 Périmètre de protection immédiate

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune d'Azerailles et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages de captage, traitement et stockage de l'eau.

Les arbres seront abattus dès lors qu'ils sont susceptibles de provoquer des dégradations de la clôture ou des ouvrages.

La surface du périmètre de protection immédiate est régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

9-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- En ce qui concerne les travaux souterrains :

- . les forages, puits, sondages de reconnaissance, captage des tiers dans la nappe des grès du Trias inférieur réalisés à d'autres fins que l'alimentation en eau potable de la commune d'Azerailles ;
- . l'ouverture et l'exploitation de carrières.

Toute autre activité est soumise aux dispositions de la réglementation générale.

Article 10 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé et entretenu afin d'empêcher la pénétration des animaux et le franchissement par les humains.

Pour tous les ouvrages (de captage, traitement et stockage) :

- l'étanchéité et la fermeture des accès devront être contrôlées et si besoin rétablies, ainsi que les aérations réglementaires et les dispositifs empêchant la pénétration de la petite faune.
- les maçonneries et revêtements seront contrôlés. Toute dégradation constatée devra faire l'objet d'une réfection.
- la sécurité des accès aux ouvrages devra être contrôlée et les installations nécessaires réalisées (pose ou remplacement des échelles corrodées notamment).

Un contrôle décennal du forage sera réalisé afin de surveiller son vieillissement.

Le regard abritant la tête de forage sera surélevé et rendu étanche afin d'éviter l'intrusion d'eau de ruissellement. Le capot sera muni d'un dispositif d'aération conforme à la réglementation en vigueur.

Le local de traitement sera maintenu propre et exempté de sa fonction de stockage de matériaux divers. Il sera équipé d'un dispositif anti intrusion ou de détection avec alarme.

Les réservoirs de stockage seront nettoyés et désinfectés au moins une fois par an.

La réflexion sur la diversification de la ressource en eau de la commune devra être engagée.

Article 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune d'Azerailles est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 13 - Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie d'Azerailles pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Le maire de la commune d'Azerailles conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Article 14 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 15 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement de désinfection agréé par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 16 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

Titre V – Dispositions diverses

Article 17 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 18 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement du territoire et du logement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse et au tribunal administratif.

Article 19 - Institution des servitudes

Sont instituées les servitudes grevant les terrains se trouvant à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Les limites des périmètres de protection et les servitudes précitées devront être inscrites, le cas échéant, dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Azerailles dans un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 20 - Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur départemental des territoires, Mme le maire de la commune d'Azerailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 10 août 2010 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées en vue de réaliser des levés topographiques dans le cadre du projet européen « FLOW MS » pour l'amélioration des crues et des étiages dans les bassins versants de la Moselle et de la Sarre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain dans les opérations dont il s'agit ;

ARRETE

Article 1er – En vue d'exécuter les opérations nécessaires de levés topographiques terrestres des lits mineurs et majeurs de la rivière Meurthe ainsi que de ses principaux affluents (Mortagne et Vezouze) dans le cadre du projet européen «FLOW MS» qui a pour but d'améliorer la gestion des crues et des étiages dans les bassins versants de la Moselle et de la Sarre, les agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et ceux auxquels cette administration aura délégué ses droits, sont autorisés à procéder, dans les

communes listées en annexe, à toutes les opérations qu'exigent leurs travaux et, à cet effet, à pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (à l'exception des locaux consacrés à l'habitation), à franchir les murs et autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations.

Article 2 – Chacun de ces agents sera en possession d'une copie certifiée conforme au présent arrêté ainsi que d'un ordre de mission, qui devront être présentés à toute réquisition.

Les agents ne pourront pénétrer dans les propriétés susvisées qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892.

Article 3 – Défense est faite aux propriétaires d'apporter aux agents chargés des études aucun trouble ni empêchement et de déplacer les différents signaux ou repères qui seront établis dans leurs propriétés.

Article 4 – Les maires des communes concernées seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Article 5 – Le présent arrêté sera publié et affiché dans les communes listées en annexe à la diligence des maires.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par chaque maire au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

L'introduction des agents ne pourra, cependant, avoir lieu à l'intérieur des propriétés closes que cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 6 – La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

Article 7 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8 – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, les maires des communes listées en annexe, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Liste des communes concernées par la réalisation de levés topographiques dans le cadre du projet FLOW MS

COMMUNES	ARRONDISSEMENT	RIVIERE
ART SUR MEURTHE	NANCY	MEURTHE
AZERAILLES	LUNEVILLE	MEURTHE
BACCARAT	LUNEVILLE	MEURTHE
BARBONVILLE	LUNEVILLE	MEURTHE
BENAMENIL	LUNEVILLE	VEZOUZE
BERTRICHAMPS	LUNEVILLE	MEURTHE
BLAINVILLE SUR L'EAU	LUNEVILLE	MEURTHE
BLAMONT	LUNEVILLE	VEZOUZE
BLEMEREY	LUNEVILLE	VEZOUZE
BOUXIERES AUX DAMES	NANCY	MEURTHE
CHAMPIGNEULLES	NANCY	MEURTHE
CHANTEHEUX	LUNEVILLE	VEZOUZE
CHENEVIERES	LUNEVILLE	MEURTHE
CIREY SUR VEZOUZE	LUNEVILLE	VEZOUZE
CROISMARE	LUNEVILLE	VEZOUZE
DAMELEVIERES	LUNEVILLE	MEURTHE
DENEUVRE	LUNEVILLE	MEURTHE
DOMBASLE SUR MEURTHE	NANCY	MEURTHE
DOMEVRE SUR VEZOUZE	LUNEVILLE	VEZOUZE
DOMJEVIN	LUNEVILLE	VEZOUZE
FLIN	LUNEVILLE	MEURTHE
FRAIMBOIS	LUNEVILLE	MEURTHE
FREMENIL	LUNEVILLE	VEZOUZE
FREMONVILLE	LUNEVILLE	VEZOUZE
FROUARD	NANCY	MEURTHE
GELACOURT	LUNEVILLE	MEURTHE
GERBEVILLER	LUNEVILLE	MORTAGNE
GLONVILLE	LUNEVILLE	MEURTHE
HAUDONVILLE	LUNEVILLE	MORTAGNE
HERBEVILLER	LUNEVILLE	VEZOUZE
HERIMENIL	LUNEVILLE	MEURTHE
JARVILLE LA MALGRANGE	NANCY	MEURTHE
JOLIVET	LUNEVILLE	VEZOUZE
LA CHAPELLE	LUNEVILLE	MEURTHE
LAMATH	LUNEVILLE	MORTAGNE
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	NANCY	MEURTHE
LARONXE	LUNEVILLE	MEURTHE
LUNEVILLE	LUNEVILLE	MEURTHE
MAGNIERES	LUNEVILLE	MORTAGNE
MALZEVILLE	NANCY	MEURTHE
MANONVILLER	LUNEVILLE	VEZOUZE
MARAINVILLER	LUNEVILLE	VEZOUZE
MAXEVILLE	NANCY	MEURTHE
MONCEL LES LUNEVILLE	LUNEVILLE	MEURTHE
MONT SUR MEURTHE	LUNEVILLE	MEURTHE
MOYEN	LUNEVILLE	MORTAGNE
NANCY	NANCY	MEURTHE
OGEVILLER	LUNEVILLE	VEZOUZE
POMPEY	NANCY	MEURTHE

REHAINVILLER	LUNEVILLE	MEURTHE
ROSIERES AUX SALINES	NANCY	MEURTHE
SAINT CLEMENT	LUNEVILLE	MEURTHE
SAINT MARTIN	LUNEVILLE	VEZOUZE
SAINT MAX	NANCY	MEURTHE
SAINT NICOLAS DE PORT	NANCY	MEURTHE
THIAVILLE SUR MEURTHE	LUNEVILLE	MEURTHE
THIEBAUMENIL	LUNEVILLE	VEZOUZE
TOMBLAINE	NANCY	MEURTHE
VALLOIS	LUNEVILLE	MORTAGNE
VARANGEVILLE	NANCY	MEURTHE
VATHIMENIL	LUNEVILLE	MEURTHE
VERDENAL	LUNEVILLE	VEZOUZE
VIGNEULLES	LUNEVILLE	MEURTHE
XERNAMENIL	LUNEVILLE	MORTAGNE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté n° 10.OSD.08 du 13 août 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, responsable du pôle pilotage et ressources de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

Vu la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

Vu la décision du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État en date du 05 mars 2010, d'affecter Mme Françoise NOITON, directrice départementale des finances publiques, à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à compter du 31 mars 2010 ;

Vu le courrier du 13 janvier 2010 du chef du bureau des ressources humaines (RH1B) du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, affectant Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources à la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

Sur proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1er : Afin de préserver le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable et compte tenu des missions confiées à Mme Françoise NOITON à la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle, délégation de signature est accordée à Monsieur Xavier HUMBERT, responsable du pôle pilotage et ressources, à l'effet de liquider les dépenses et de signer les mandats édités par la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle, imputés sur le budget du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État (207) au titre du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local », y compris la régie d'avances et de recettes, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié).

Article 2 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Xavier HUMBERT à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État (code 207) au titre du programme 318 « Conduite et pilotage des politiques économiques, financières et industrielles » et du compte d'affectation spéciale 0722 « Dépenses immobilières » d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

Article 3 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Xavier HUMBERT pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État, intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

Article 4 : La présente délégation ne concerne pas les éventuels ordres de réquisition du comptable public, qui restent soumis à ma signature.

Article 5 : M. Xavier HUMBERT peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels susvisés portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués, en respectant le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable.

Article 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Mme la Directrice Départementale des Finances Publiques.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 7 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Xavier HUMBERT, directeur départemental du trésor public à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics dont la dépense est imputée sur les programmes visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, ainsi que sur le programme 309 "entretien des bâtiments de l'État", dans le cadre du volet "État exemplaire" du plan de relance, en ce qui concerne

les bâtiments relevant de sa compétence. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré-information à l'office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 133 000 € HT pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur Xavier HUMBERT pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 8 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Xavier HUMBERT à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 9 : Monsieur le directeur départemental du trésor public de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 10 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Monsieur le directeur départemental du trésor public de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, Monsieur Xavier HUMBERT peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 11 : Le présent arrêté prend effet à compter du 15 août 2010. A cette même date, les arrêtés 09.OSD.38 du 29 septembre 2009 et 09.OSD.39 du 26 octobre 2009, portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics accordée à M. Marc DERHAN et Mme Françoise NOITON, en qualité de fondé de pouvoir assistant à la trésorerie générale de Meurthe et Moselle et de directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle respectivement, sont abrogés.

Article 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental du trésor public de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et Mme la directrice de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 13 août 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Bureau des ressources humaines et de l'action sociale

Extrait de l'arrêté du 3 juillet 2010 portant réquisition éventuelle de certains fonctionnaires en période de grève

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il y a lieu de restreindre le droit de grève de certains fonctionnaires de la préfecture et des sous-préfectures du département de la Meurthe-et-Moselle en vue d'assurer la continuité des missions essentielles dévolues à l'autorité préfectorale ;

A R R E T E

Article 1er : Les fonctionnaires énumérés dans la liste suivante sont, compte tenu de leurs responsabilités, susceptibles d'être astreints par arrêté préfectoral à exercer leurs fonctions en cas de grève :

- les directeurs de préfecture ;
- le chef du bureau du cabinet ;
- le chef du bureau de la prévention et de la sécurité ;
- le chef du service interministériel de défense et de protection civiles ;
- le chef du service interministériel de la communication ;
- le chef du bureau des ressources humaines et de l'action sociale ;
- le chef du service départemental des systèmes d'information et de communication ;
- les secrétaires généraux des sous-préfectures.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires mentionnés à l'article 1er, les fonctionnaires chargés d'assurer l'intérim de leurs fonctions en application des arrêtés de délégation de signature en vigueur sont susceptibles d'être astreints par arrêté préfectoral à exercer leurs fonctions en cas de grève.

Article 3 : Les fonctionnaires de tous grades appartenant aux services mentionnés ci-après sont susceptibles d'être astreints par arrêté préfectoral à exercer leurs fonctions en cas de grève afin d'assurer un fonctionnement minimum :

- du bureau du courrier ;
- des secrétariats particuliers du préfet, du secrétaire général et du directeur de cabinet ;
- du bureau de la logistique et de l'immobilier ;
- du service de l'éloignement au bureau des étrangers ;
- du service du garage au sein de la préfecture et des sous-préfectures ;
- des conciergeries des sous-préfectures.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 juillet 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté du 2 août 2010 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de LONGWY - année 2011 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 10 janvier 2010 est modifié comme suit :

LONGWY :

Dans 9 bureaux :

- 1^{er} bureau : Salle Legras Gauche
- 2^{ème} bureau : Salle Legras Droite
- 3^{ème} bureau : Ecole maternelle Edouard Dreux
- 4^{ème} bureau : Salle Gérard de Kanel Gauche

5^{ème} bureau : Salle Gérard de Kanel Droite
 6^{ème} bureau : Résidence Rameau Gauche
 7^{ème} bureau : Résidence Rameau Droite
 8^{ème} bureau : Ecole maternelle Porte de Bourgogne
 9^{ème} bureau : Ecole primaire du Pulventeux

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de LONGWY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 2 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
 Le sous-préfet,
 Jacky HAUTIER

Extrait de l'arrêté du 6 août 2010 autorisant l'adhésion de la commune de VILLETTE au S.I.S.C.O.D.E.L.B.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L.5211-5 et L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : L'adhésion de la commune de VILLETTE au syndicat intercommunal à vocation unique de suivi de la concession de distribution publique d'électricité de l'arrondissement de BRIEY (S.I.S.C.O.D.E.L.B.) est autorisée.

La commune de VILLETTE sera représentée au sein du comité syndical par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY et le Président du S.I.S.C.O.D.E.L.B. sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 6 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
 Le sous-préfet,
 Jacky HAUTIER

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-070 en date du 9 août 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparation d'urgence du joint de l'OA N52 280 sur la RN52 du PR 19+950 au PR 23+500

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	PR 19+950 à PR 23+500	
SENS	Metz => Belgique	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Réparation d'urgence du joint de l'O-A N52 280	
PERIODE GLOBALE	Le mardi 10 août 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupe d'une route bidirectionnelle avec sortie obligatoire. Mise en place d'itinéraire de déviations.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE: - CEI de Villers-la-Chèvre	
VOIE	RN 52	VOIE

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le mardi 10 août 2010 de 8h00 à 18h00.	Du PR 18+200 Au PR 24+550 Sens Metz ? Belgique	- Coupe de la N52 avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre dans le sens Metz => Belgique	- Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint- Martin Centre en direction de la ville de Longwy selon l'itinéraire de déviation suivant : par la RD 918 - Avenue de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au passage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Longwy, Mont-St-Martin ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Longwy, et Mont-St-Martin.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de RCA,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 9 août 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Département des établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 6 en date du 9 août 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin est fixée comme suit :

- 1) Le représentant de l'Etat dans le département, Président de droit :
 - Monsieur Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle.
- 2) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche de Médecine :
 - Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy (fin de mandat en mars 2013).
- 3) Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire :
 - Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHR de Nancy.
- 4) Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer :
 - Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS (fin de mandat en août 2013).
- 5) Un représentant du Conseil Economique et Social Régional (CESR) :
 - Monsieur Patrice SANGLIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social de Lorraine (fin de mandat en février 2010).
- 6) Quatre représentants des personnels du Centre, dont deux désignés par la Commission Médicale et deux par le Comité d'Entreprise dont un ayant le statut de cadre :
 - Monsieur le Professeur Didier PEIFFERT, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en septembre 2012),
 - Monsieur le Professeur Thierry CONROY, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en septembre 2012),
 - Madame Valérie MICHEL-DOLIVET, Cadre de santé, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2012),
 - Madame Nacéra KHATLA, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2012).
- 7) Quatre personnalités qualifiées, dont au moins un médecin :
 - Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (fin de mandat en mai 2010),
 - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin de mandat en mai 2011),
 - Madame Daouiya BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010),
 - Monsieur le Docteur Jean-Luc FENOT, Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Médecins (fin de mandat en novembre 2012).
- 8) Deux représentants des usagers :
 - Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2010),
 - Monsieur le Docteur Roger SAFFROY, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2010).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 5 du 17 décembre 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Directeur Général du Centre Alexis Vautrin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 août 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé,
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 13 en date du 2 août 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

- 1) Cinq représentants du Conseil De Surveillance du CHU de Nancy :
 - Monsieur le Docteur André ROSSINOT, Président du Conseil de Surveillance du CHU, élu Président du Conseil d'Administration du SINCAL (fin du mandat en juin 2013),
 - Monsieur le Professeur Michel SCHMITT (fin du mandat en juin 2013),
 - Monsieur Alex GORGE (fin du mandat en juin 2013),
 - Madame Valérie LEVY-JURIN (fin du mandat en juin 2013),
 - Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI (fin du mandat en juin 2013).
- 2) Cinq représentants du Conseil d'Administration de l'UGEAM :
 - Monsieur Philippe PERRIN, Président de l'UGEAM Nord-Est (fin du mandat en avril 2011),
 - Madame Ghislaine STEPHANN (fin du mandat en avril 2011),
 - Monsieur Jean-François HELM (fin du mandat en avril 2011),
 - Monsieur Jean-Paul MARTIN (fin du mandat en avril 2011),
 - Monsieur Léon RAUCH (fin du mandat en avril 2011).
- 3) Un représentant du Corps Médical pour le CHU de Nancy :
 - Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL, Chirurgien des Hôpitaux (fin du mandat en mai 2011).
- 4) Un représentant du Corps Médical pour l'UGEAM :
 - Monsieur le Docteur Olivier ROCHE, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011).
- 5) Un représentant du Personnel non Médical pour le CHU de Nancy :
 - Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat en février 2011).
- 6) Un représentant du Personnel non Médical pour l'UGEAM :
 - Madame Catherine VONNET, représentant le syndicat FO (fin du mandat en février 2011).
- 7) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU de Nancy :
 - Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).
- 8) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGEAM :
 - Monsieur le Professeur Daniel MOLE (fin du mandat en mars 2011).
- 9) Le Pharmacien du CHU de Nancy :
 - Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).
- 10) Le Pharmacien de l'UGEAM :
 - Madame Jacqueline CESARI, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).
- 11) Deux représentants des Usagers, siégeant à titre consultatif :
 - Madame Colette CASTELLI, représentant l'Association VMEH (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant l'Association "Médecins du Monde" (fin du mandat en mai 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 12 du 09 mars 2010.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Secrétaire Général du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 août 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé,
Docteur Jean-Yves GRALL

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
CABINET DE LA DIRECTION GENERALE**

Extrait de l'arrêté n° 2010-01 du directeur général de l'A.R.S. de Lorraine en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'agence régionale de santé de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} : L'agence Régionale de Santé de Lorraine comprend :

- La direction générale
- Le service financier et comptable
- La direction des ressources humaines et des affaires internes
- La direction de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale
- La direction de la stratégie
- La direction de la performance et de la gestion du risque assurantiel
- La direction de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale
- Le département de l'accès à la santé

Article 2 : La direction générale a en charge le pilotage de l'établissement public administratif. La direction générale assure la conduite du dialogue contractuel avec l'échelon national et avec l'assurance maladie. Elle organise les relations institutionnelles. L'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance lui sont rattachés. Elle définit et met en œuvre la politique de communication.

Article 3 : Le service financier - agence comptable assure l'ensemble des activités budgétaires et comptables de l'agence. A ce titre, l'agence comptable prépare avec le directeur général le budget primitif et les décisions modificatives ; elle exécute les opérations de recettes et de dépenses de l'agence; elle assure la tenue des comptabilités et la gestion des opérations de trésorerie. L'agence comptable contrôle la qualité budgétaire et comptable au sein de l'agence.

Le service financier - agence comptable comprend deux services :

1) le service financier: il élabore le budget, répartit les ressources et en suit l'exécution. Il contrôle et valide la liquidation de la paie ; il prépare les déclarations sociales en lien avec le département des ressources humaines. Il élabore les tableaux de restitution de la consommation mensuelle du plafond d'emploi et de masse salariale

2) le service facturier : il liquide et paie les dépenses de l'agence ; il procède à l'encaissement des recettes. Il tient les comptabilités générale et analytique; il procède aux rapprochements des inventaires physiques et comptables.

Article 4 : La direction des ressources humaines et des affaires internes a pour mission de définir la politique globale de gestion des ressources humaines de l'agence, de mettre en place les instances de dialogue social, de définir les moyens généraux de l'agence, de veiller à la qualité de l'infrastructure des systèmes d'information et de participer à la maîtrise d'œuvre nationale sur les systèmes d'information métiers, d'élaborer la politique immobilière de l'agence et de définir et organiser la politique de documentation et d'archivage de l'agence

La direction des ressources humaines et des affaires générales comprend 3 services :

1) Le service des ressources humaines : il élabore le schéma pluriannuel d'évolution des emplois et des compétences le plan annuel de recrutement et le plan de formation. Il organise les élections des représentants du personnel au comité d'agence et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; il assure le secrétariat du comité d'agence et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Il veille à la régularité des rencontres avec les délégués du personnel et suit les négociations avec les délégués syndicaux. Il assure également l'ensemble des tâches administratives liées au suivi des situations des agents affectés à l'ARS. Le secteur des ressources humaines met en place les outils nécessaires au pilotage du plafond d'emploi et de la masse salariale. A cet effet, il travaille en lien étroit avec le service financier-agence comptable.

2) Le service des systèmes d'information : il assure la maintenance des infrastructures informatiques de l'agence et apporte son appui aux directions métiers dans la conception et la mise en place d'applicatifs métiers régionaux. Il assiste la maîtrise d'ouvrage nationale dans la conception d'applicatifs métiers déployés sur l'ensemble des agences régionales de santé.

3) Le service des affaires internes : achats, logistiques, immobilier, archives, documentation : il définit la politique achat de l'agence, la met en œuvre et organise la fonction achats pour l'ensemble des directions et délégations de l'agence. Le service garantit aux directions et délégations les moyens utiles à leur bon fonctionnement; il suit la mise en œuvre de la stratégie immobilière de l'agence. Il organise également la fonction documentaire pour l'ensemble des directions et délégations de l'agence, prépare et suit la convention d'appui à conclure avec la direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale. Le département définit la politique d'archivage de l'agence et coordonne sa mise en œuvre dans l'ensemble des directions et délégations de l'agence.

Article 5 : La direction de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale a pour mission de mettre en œuvre la politique régionale de prévention et de gestion des risques et alertes sanitaires ainsi que la politique régionale de promotion de la santé.

Cette direction comprend deux entités:

- Le service de la prévention et de la gestion des risques et des alertes sanitaires : il anime au niveau régional les fonctions de gestion des alertes, la préparation à la gestion de crise et la gestion de crise ; à cet effet, le département pilote la mise en place de la plate-forme régionale de réception et de traitement des alertes en lien avec la cellule interrégionale d'épidémiologie. Le département a la responsabilité du suivi de l'élaboration et de la mise en place des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte des préfets des départements de la région Lorraine. Il définit les politiques à conduire pour la gestion des risques sanitaires liés à l'environnement et vise l'harmonisation des pratiques.

- Le département Promotion, Prévention et éducation à la Santé de la santé : il a en charge la planification et la programmation des actions de santé, incluant la gestion des appels à projets et la territorialisation des politiques de santé, l'allocation de ressources. Le département apporte son expertise et son avis sur les actions de santé publique incluses dans les contrats avec les opérateurs; elle contribue à l'évaluation de ces actions et elle assure un suivi des opérateurs financés par l'agence.

Article 6 : La direction de la stratégie a pour mission de concevoir, organiser et de suivre le projet régional de santé. Cette direction assure l'organisation, le suivi et l'animation de la conférence régionale de santé et de l'autonomie et des commissions spécialisées et spécifiques prévues par la loi. Elle dispose du service d'observations, statistiques et données de santé. Elle assure l'évaluation interne de l'ARS et assure le pilotage financier entre les directions. Elle coordonne des chargés de projet thématique. Elle conduit les évaluations des schémas et des programmes en amont du projet régional de santé et en aval en faisant le lien avec les indicateurs du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'agence ; Elle rédige le rapport annuel d'évaluation et apporte son appui à l'élaboration du PRS.

Article 7 : La direction de la performance et de la gestion du risque assurantiel a pour mission de veiller à la qualité du service rendu à la population et à l'efficacité des organisations. Cette direction comprend 6 entités :

- Un service des produits de santé et de biologie : il veille à la mise en œuvre de la réglementation applicable aux médicaments, aux dispositifs médicaux et aux professionnels concernés. Il assure l'inspection et le contrôle dans le cadre de la pratique pharmaceutique. Il exerce une expertise sur l'ensemble des directions sur la thématique liée aux pharmacies intérieures, aux pharmacies d'officine et aux laboratoires d'analyses médicales. Il assure l'observation des prescriptions et vise à la promotion des bonnes pratiques. Il est la ressource vis-à-vis des programmes de gestion du risque liée aux prescriptions médicamenteuses.

Ce service assure la mise en œuvre de la sécurisation du circuit du médicament dans les établissements de santé et médico sociaux. Elle assure en lien avec la DOSAAT la mise en œuvre des dispositions liées au secteur médico social.

- Un service inspection contrôle assure la mise en œuvre et le suivi du programme annuel d'inspection et contrôle. Il assure la coordination, la constitution et le suivi des missions d'inspection. Il assure la coordination de la gestion des plaintes et est chargé de l'enregistrement centralisé des plaintes dans la logique de guichet unique.

- Un service de l'efficacité promeut l'efficacité dans les établissements en ciblant l'organisation et la gestion interne des établissements ; à cet effet, il diffusera les bonnes pratiques organisationnelles et les réalisations intéressantes. Il veille au développement du contrôle de gestion dans les établissements de santé et médico-sociaux. Il suit les programmes d'investissements immobiliers pour l'ensemble du champ de l'offre de santé (secteur hospitalier, médico-social et ambulatoire).

- Une direction de projet pour la gestion du risque assurantiel participe à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre du plan pluriannuel régional de gestion du risque et suit la contractualisation avec l'assurance maladie.

- Une chefferie de projet systèmes d'information santé veille à la mise en œuvre et au développement des systèmes d'information santé et à la promotion de la télésanté.

- Un service de la qualité décline la politique nationale en matière de gestion des risques liés aux soins et anime la politique régionale. Il coordonne au niveau régional l'hémovigilance. Le département assure, par des actions de sensibilisation auprès des professionnels le développement de la qualité des pratiques professionnelles. Il est l'interlocuteur de la Haute Autorité de Santé (HAS). Le service assure également le suivi de la certification des établissements de santé et Médico -sociaux

Article 8 : Le département de l'accès à la santé a pour mission d'évaluer les besoins en professionnels de santé et l'évolution de la démographie de ces professionnels. Il assure la gestion des internes, des praticiens hospitaliers, des PUPH et le secrétariat de la commission paritaire régionale des praticiens hospitaliers. Il assure le secrétariat de la commission d'équivalence. Il gère l'ensemble des dispositifs d'installation des professionnels et les mesures incitatives. Il organise la mise en œuvre de dispositifs de la loi visant à améliorer l'accès aux soins. Il instruit les autorisations d'exercice et veille au respect des conditions d'exercice des professionnels; il procède à l'évaluation des formations et a en charge les relations avec les ordres. Il organise la permanence de soins et l'aide médicale urgente. Il coordonne les relations avec les SDIS. Il coordonne les transports sanitaires. Il assure le lien avec les services de l'Etat concernant la cohésion sociale, l'administration pénitentiaire et l'Université.

Article 9 : La direction de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale a pour mission de concevoir et de suivre la politique régionale d'offre de soins ; il élabore le schéma régional d'organisation des soins et le schéma régional médico-social, suit leur mise en œuvre et rédige les programmes découlant des schémas. Cette direction instruit les demandes d'autorisations sanitaires, les dossiers déposés dans le cadre de l'appel à projets médico-sociaux et du fonds d'intervention en faveur de la qualité et de la coordination des soins. Il veille à la mise en œuvre des complémentarités et des recompositions de l'offre de soins inscrites dans les schémas ; à cet effet, sur les territoires concernés,

il promeut les réponses utiles avec les acteurs concernés : réseaux de santé, pôles de santé, maisons de santé, centres de santé. Il assure la gestion des enveloppes hospitalières, médicosociales et ambulatoires dont le FIQCS. Dans ce cadre, le département propose la répartition des enveloppes. Il arrête la tarification des établissements de santé publics et privés ainsi que celle des établissements médico-sociaux.

Il a en charge l'évaluation des directeurs d'établissements sanitaires et médico-sociaux; il veille à l'amélioration des conditions de travail, au respect de la réglementation dans les établissements et à la qualité du dialogue social. Il suit la gouvernance des établissements de santé.

Ces actions sont déclinées au sein de trois départements : Un département de l'ambulatoire et des réseaux, un département des établissements de santé, un département du médico social. Trois chefferies de projet chacune rattachée à un des départements assurent cohérence et découplage entre les secteurs ;

Les délégations territoriales sont situées en lien hiérarchique direct au sein de la DOSAAT

En matière d'offre de santé territorialisée, les délégations interviennent en appui de la direction générale et des directions régionales métiers. A cet effet, elles contribuent à l'organisation de l'offre de santé, à l'instruction des dossiers d'autorisation, à la négociation et au suivi des CPOM, à la gouvernance des établissements locaux (suivi des projets d'établissement, participation aux instances, accompagnement des établissements en difficultés et/ou en restructuration). Elles participent à la définition du programme d'inspection, de contrôle et d'audit et réalisent des missions inscrites au programme. Les délégués territoriaux assurent l'animation et coordonnent l'action d'animateurs territoriaux qui assurent l'animation territoriale des projets territoriaux de santé en étroite relation avec les acteurs locaux ; à ce titre, ils ont la charge des conférences de territoire.

Elles assurent la prévention et la gestion des risques et alertes sanitaires en relais de la stratégie régionale de santé et en interface avec les préfets de département. Dans le domaine de la prévention et de la gestion des risques et alertes sanitaires, les délégations participent à l'élaboration du programme régional de contrôle des règles d'hygiène et à sa mise en œuvre dans chacun des départements. Elles participent également à toute programmation régionale intéressant la prévention et la gestion des risques et alertes sanitaires (PRSE, schéma de prévention). Les délégations interviennent dans la gestion des alertes et des signaux en relais de la plate-forme régionale. Elles participent à la préparation des plans de gestion des crises et assurent leur mise en œuvre. Elles assurent la mise en œuvre des actions de prévention et de gestion des risques dans le domaine de la santé environnementale et épidémiologique.

Les délégations territoriales sont organisées autour de deux services : le service de veille et sécurité sanitaire et environnementale en lien fonctionnel avec la DPSPSE et le service support en lien fonctionnel avec la DRH et Affaires Internes

De manière spécifique, en raison de sa localisation au chef lieu de région, les fonctions support de la Délégation territoriale de Meurthe et Moselle sont mutualisées au sein de la direction des ressources humaines et des affaires internes.

Article 10 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et dans chacun des recueils des actes administratifs des préfectures de département.

Nancy, le 1^{er} avril 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Extrait de la décision du 6 août 2010 - Agrément d'API EVOLUTION à NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

D E C I D E

Article 1er : API EVOLUTION - 4 rue Piroux – Atrium – 54000 NANCY - SIRET 520 652 835 000 15 Code NAF 7490B est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 6 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Trésorerie de Toul Collectivités – En date du 1er avril 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur

La soussignée Renée CLAUSE, Trésorier de Toul Collectivités déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Toul Collectivités, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquiescer tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Toul Collectivités, entendant ainsi transmettre à Mme Catherine BOUVERESSE tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Catherine BOUVERESSE
Inspecteur

Signature du mandant
Renée CLAUSE
Trésorier Principal

le cas échéant, donner délégation à Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur, pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Catherine BOUVERESSE
Inspecteur

Signature du délégant
Renée CLAUSE
Trésorier Principal

Toul, le 1er avril 2010

SIP délégations de signature - Modèle n° 6 - Agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement - Délégation du responsable du SIP de Nancy Nord-Ouest en date du 1er juillet 2010

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de NANCY NORD-OUEST,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II,

Vu le livre des procédures fiscales,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 19 05 2010 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques*,

ARRETE

Article 1^{er} – Délégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après :

Mme GALLAIS-TISSERAND Raymonde, contrôlease principale,

M. BOUSREZ Christophe, contrôleur principal,

Mme ALBANESE Françoise, agent administratif,

M. GALLAIS Damien, agent administratif,

à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 200 euros**;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 2 000 euros ;

Article 2 – La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er juillet 2010

Le comptable, responsable de service des impôts des particuliers,

J.-Pierre ROUILLON

* préciser la date de l'arrêté ayant créé le SIP concerné.

**le plafond est de 15 000 euros pour les inspecteurs et de 10 000 euros pour les agents de catégorie B lorsque le responsable subdélègue la délégation qu'il tient du TPG. Le comptable issu de la filière gestion publique peut déléguer dans la limite de sa propre compétence.

SIP de Nancy Nord-Ouest – En date du 12 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Isabelle WIRBEL, Inspectrice

Le soussigné M. ROUILLON J.-Pierre

COMPTABLE, RESPONSABLE DU SIP DE NANCY NO

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Isabelle WIRBEL, Inspectrice,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY NO, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY NO, entendant ainsi transmettre à Mme Isabelle WIRBEL tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Le cas échéant, donner délégation à Mme Isabelle WIRBEL, Inspectrice, pour effectuer les déclarations de créances et l'autoriser à agir en justice (art 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du mandataire

Isabelle WIRBEL

Inspectrice

Signature du mandant

J.-Pierre ROUILLON

Comptable, Inspecteur Départemental

Nancy, le 12 juillet 2010

Service des Impôts des Particuliers de Toul – En date du 15 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Colette AMBERT, Contrôleur Principal

Le soussigné Philippe POETTE

Comptable du Service des Impôts des Particuliers

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Colette AMBERT, Contrôleur Principal,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le Service des Impôts des Particuliers de Toul, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale des Finances Publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Service des Impôts des Particuliers de Toul, entendant ainsi transmettre à Mme Colette AMBERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire

Colette AMBERT

Contrôleur Principal

Signature du mandant

Philippe POETTE

Inspecteur Départemental

le cas échéant,

donner délégation à Mme Colette AMBERT pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Colette AMBERT
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Philippe POETTE
Inspecteur Départemental

Toul, le 15 juillet 2010

Service des Impôts des Particuliers de Toul – En date du 15 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Martine CAVALLASCA, Inspectrice

Le soussigné Philippe POETTE

Comptable du Service des Impôts des Particuliers

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Martine CAVALLASCA, Inspectrice, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le Service des Impôts des Particuliers de Toul, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale des Finances Publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Service des Impôts des Particuliers de Toul, entendant ainsi transmettre à Mme Martine CAVALLASCA tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Martine CAVALLASCA
Inspectrice

Signature du mandant
Philippe POETTE
Inspecteur Départemental

le cas échéant,

donner délégation à Madame Martine CAVALLASCA pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Martine CAVALLASCA
Inspectrice

Signature du délégant
Philippe POETTE
Inspecteur Départemental

Toul, le 15 juillet 2010

Service des Impôts des Particuliers de Toul – En date du 15 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à M. Patrice FOUQUET, Contrôleur Principal

Le soussigné Philippe POETTE

Comptable du Service des Impôts des Particuliers

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général M. Patrice FOUQUET, Contrôleur Principal, lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le Service des Impôts des Particuliers de Toul, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale des Finances Publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Service des Impôts des Particuliers de Toul, entendant ainsi transmettre à M. Patrice FOUQUET tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Patrice FOUQUET
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Philippe POETTE
Inspecteur Départemental

le cas échéant,

donner délégation à Monsieur Patrice FOUQUET pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Patrice FOUQUET
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Philippe POETTE
Inspecteur Départemental

Toul, le 15 juillet 2010

Service des Impôts des Particuliers de Toul – En date du 15 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal

Le soussigné Philippe POETTE

Comptable du Service des Impôts des Particuliers

déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Laurence GHERAERT, Contrôleur Principal,

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, le Service des Impôts des Particuliers de Toul, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction Départementale des Finances Publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du Service des Impôts des Particuliers de Toul, entendant ainsi transmettre à Mme Laurence GHERAERT tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Laurence GHERAERT
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Philippe POETTE
Inspecteur Départemental

le cas échéant,

donner délégation à Madame Laurence GHERAERT pour effectuer les déclarations de créances et l'autorise à agir en justice (art. 14 alinéa 3 du décret 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique).

Signature du délégataire
Laurence GHERAERT
Contrôleur Principal

Signature du délégant
Philippe POETTE
Inspecteur Départemental

Toul, le 15 juillet 2010

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service aménagement durable, urbanisme et risques

Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 8 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de PONT-A-MOUSSON tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de PONT-A-MOUSSON pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de PONT-A-MOUSSON, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 8 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 13 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de LIVERDUN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de LIVERDUN tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de LIVERDUN pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de LIVERDUN, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 13 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de FROUARD tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de FROUARD pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de FROUARD, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté de cessibilité n° 04 DDT 10 ADUR/AJ du 3 août 2010 - Commune de JEZAINVILLE - Aménagement des rues de Dieulouard, Toul et Verzelle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à l'aménagement des rue de Dieulouard, Toul et Verzelle ;

ARRETE

Article 1er – Les immeubles désignés sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la Commune de JEZAINVILLE.

Article 2 – A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 3 – Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux intéressés par la Commune de JEZAINVILLE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Maire de la Commune de JEZAINVILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le maire de JEZAINVILLE,
- Monsieur le directeur départemental des Territoires.

Nancy, le 3 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

*Service habitat***Extrait de l'arrêté HAB 2010/12 du 30 juillet 2010 modifiant la liste des membres de la commission consultative départementale des gens du voyage**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT les nouvelles désignations faites par l'Association des Maires de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 25 juin 2010,

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'arrêté du 14 octobre 2009 est modifié comme suit :

REPRESENTANTS DES COMMUNES :

TITULAIRES :

- Mr Jacques LAMBLIN, député maire de Lunéville
- Mr Jean-Marie SCHLERET, conseiller municipal de Nancy
- Mr Jean-François GRANDBASTIEN, maire de Frouard
- Mr Claude HANRION, maire de Rosières en Haye
- Mr Jean-Paul VINCHELIN, maire de Neuves-Maisons

SUPPLEANTS :

- Mr Jean COURCOUX, maire de Labry
- Mr Henri BEGORRE, maire de Maxéville
- Mme Nicole FEIDT, maire de Toul
- Mr Fernand PHILIPPE, maire de Croismare
- Mr Gilbert MARCHAL, maire de Jézainville.

Article 2 : Le reste de l'arrêté est sans changement.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 30 juillet 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le président du conseil général,
Michel DINET

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THONVILLE****Avis de concours sur titres pour le recrutement de préparateurs en pharmacie hospitalière du 21 juillet 2010**

En application du décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié, portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction hospitalière, le Centre Hospitalier Régional organise un concours sur titres en vue de pourvoir deux postes de préparateur en pharmacie hospitalière vacants dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière ou d'une autorisation d'exercer la profession de préparateur en pharmacie hospitalière accordée aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Les candidatures doivent être adressées, par lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi, à :

Madame le Directeur des Ressources Humaines et des Relations Sociales
Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
BP 60327 - 57126 THIONVILLE

dans un délai d'un mois à compter de la date de publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle

Les dossiers d'inscription sont à retirer à la Cellule des Qualifications professionnelles du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville -
Téléphone : 03 82 55 80 16

Metz, le 21 juillet 2010

Le directeur adjoint des ressources humaines et des relations sociales,
Philippe BOUC

Avis de concours externe sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé, filière infirmière, du 11 août 2010

Un concours externe sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir le poste suivant vacant dans cet établissement :

- un poste de cadre de santé, filière infirmière

Peuvent être admis à concourir les candidats :

- titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988, portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,
- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent,
- ayant exercé dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
1 rue du Friscaty
B.P. 60327 - 57126 THIONVILLE

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;
au plus tard 2 mois à compter de la date de publication de cet avis.

Metz, le 11 août 2010

Le directeur adjoint des ressources humaines et des relations sociales,
Philippe BOUC

Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé, filière infirmière, du 11 août 2010

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir le poste suivant vacant dans cet établissement :

- un poste de cadre de santé, filière infirmière

Peuvent être admis à concourir :

- Les fonctionnaires hospitaliers :

- . titulaires du diplôme de cadre de santé

- . relevant des corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers

- . comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

- Les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière :

- . titulaires de l'un des diplômes d'accès aux corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988

- . titulaires du diplôme de cadre de santé

- . ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
1 rue du Friscaty
B.P. 60327 - 57126 THIONVILLE

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard 2 mois à compter de la date de publication de cet avis.

Metz, le 11 août 2010

Le directeur adjoint des ressources humaines et des relations sociales,
Philippe BOUC

Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé, filière médico-technique, du 11 août 2010

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir le poste suivant vacant dans cet établissement :

- un poste de technicien de laboratoire cadre de santé

Peuvent être admis à concourir :

- Les fonctionnaires hospitaliers :

- . titulaires du diplôme de cadre de santé

- . relevant des corps régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques

- . comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

- Les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière :

- . titulaires de l'un des diplômes d'accès aux corps régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989

- . titulaires du diplôme de cadre de santé

- . ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
1 rue du Friscaty
B.P. 60327 - 57126 THIONVILLE

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard 2 mois à compter de la date de publication de cet avis.

Metz, le 11 août 2010

Le directeur adjoint des ressources humaines et des relations sociales,
Philippe BOUC

Avis de concours interne sur titres pour le recrutement d'un cadre de santé, filière rééducation, du 11 août 2010

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir le poste suivant vacant dans cet établissement :

- un poste de masseur-kinésithérapeute cadre de santé

Peuvent être admis à concourir :

- Les fonctionnaires hospitaliers :

- . titulaires du diplôme de cadre de santé

- . relevant des corps régis par le décret n° 89-609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation

- . comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

- Les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière :

- . titulaires de l'un des diplômes d'accès aux corps régis par le décret n° 89-609 du 1^{er} septembre 1989

- . titulaires du diplôme de cadre de santé

- . ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière rééducation

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
1 rue du Friscaty
B.P. 60327 - 57126 THIONVILLE

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard 2 mois à compter de la date de publication de cet avis.

Metz, le 11 août 2010

Le directeur adjoint des ressources humaines et des relations sociales,
Philippe BOUC

ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE

Avis de recrutement sans concours de 2 agents d'entretien qualifiés - service cuisine - du 2 août 2010

En application du Décret n° 2004-118 du 06 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, un recrutement sans concours aura lieu à l'Etablissement Public Intercommunal 3H Santé en vue de pourvoir 2 postes d'Agent d'Entretien Qualifié – Service Cuisine.

- Conditions d'inscription : L'avis de recrutement sans concours est ouvert aux candidats sans condition de titres ou de diplômes.

- Composition des dossiers : Les candidatures, accompagnées d'une lettre de motivation + curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant la durée, sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la poste faisant foi) à Monsieur le Directeur - ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE – 62, Rue Poincaré – 54480 CIREY SUR VEZOUZE – Tél. 03.83.76.31.32. Seuls seront convoqués à un entretien les candidats préalablement retenus par la commission chargée de la sélection.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Cirey-sur-Vezouze, le 2 août 2010

Le directeur,
J.L. KEMPF

